



L'addition fiscale qui tue

Nos hommes politiques n'ont pas pris la mesure des coups portés à nos entreprises et des opportunités qu'elles ratent à cause d'une fiscalité confiscatoire. La seule façon de leur expliquer le drame qui se joue en ce moment est de faire des comparaisons mondiales. Nous sommes un pays viscéralement colbertiste : la sphère publique est passée, en quarante ans, d'un poids représentant 30% du PIB à 57%. Notre régime politique a passé 50% de cette période sous un régime d'une droite inspirée par les partisans du plus d'Etat, et 50% du temps sous un régime socialiste qui rajoute au colbertisme génétique des politiques de « justices » sociales et fiscales : les impôts et les charges sociales ne cessent de monter, et on utilise la fiscalité pour corriger les inégalités de revenus à travers la progressivité des taux. Résultat : le cocktail des taux marginaux est explosif. Or les taux marginaux n'intéressent que très peu de monde. Seule une petite population est touchée, et le pouvoir pense qu'on peut toujours charger la bête. Pourtant, ils concernent au plus haut point les entreprises et les entrepreneurs. Ils déterminent en fait la rentabilité des investissements qui se calcule toujours... après impôts!

Une façon de prendre la mesure des choses est d'ajouter les taux marginaux sur les charges sociales et les impôts pour divers pays. Prenons deux années de référence – 2008 et 2013 – pour tenir compte des hausses d'impôts cumulées de la droite et de la gauche. Les éléments retenus pour faire cette addition sont les charges sociales payées par les entreprises et les salariés, la TVA, les impôts sur les sociétés, l'impôt sur les revenus et l'impôt sur la fortune (qu'il faut multiplier par sept puisqu'il porte sur un stock et pas sur un flux). Si on rajoutait les impôts sur les dividendes et les plus-values, cela amplifierait les écarts défavorables – on ne le fera pas. Pour l'Australie par exemple, en 2008, le total de cette addition est de 83,5; pour la Suède, en 2013, c'est 135. Les écarts entre pays sont considérables. Les pays les plus compétitifs (Singapour, Nouvelle-Zélande, Suisse, Allemagne...) ont des totaux dans une fourchette 70-90; les pays les plus fiscalisés (Belgique, Italie et Suède) ont une addition entre 130-150.

Que dit pour la France cette comparaison validée par PricewaterhouseCoopers? Elle a une double caractéristique : d'abord, elle est tout en haut du classement, et complètement hors du coup, avec un total de... 199; ensuite, c'est le seul

pays à augmenter cette addition fiscale (elle passe de 140 à 199), alors que tous les autres pays, sans exception, l'ont baissée entre 2008 et 2014. Il ne faut donc pas s'étonner si les investissements de l'étranger en France plongent. Les investisseurs internationaux ne sont pas idiots. Il ne faut pas non plus s'étonner si la croissance n'est pas là : le niveau moyen des impôts et des charges plombe les comptes d'exploitation; le résultat d'exploitation, affaibli, et connaissant le plus fort taux d'impôt mondial, ne permet pas d'investir. Résultat : le chômage monte, la base fiscale se réduit.

Autre approche, comparons la France sur quarante ans avec les pays qui ont fait un choix inverse du nôtre, le pari de la responsabilité et de la confiance en l'entrepreneur. Singapour avait un PIB par tête 60% plus faible que celui de la France en

La France doit abandonner l'idée qu'elle a le meilleur modèle social et reconnaître qu'il n'est plus soutenable.

1973, il est 70% plus élevé aujourd'hui. Son taux de chômage est à 2%, 90% de la population possède son logement, l'excédent commercial représente 20% du PIB. Dans ce pays, l'Etat ne représente pas 20% du PIB et se focalise sur le pouvoir régalien (Défense, Justice, Intérieur...). Même si le citoyen s'assure pour sa santé et sa retraite, tous frais payés, il s'en tire mieux qu'en France. Il est temps d'ouvrir nos fenêtres, de regarder dehors, en abandonnant l'idée que nous avons le meilleur modèle social du monde et en reconnaissant qu'il n'est plus soutenable! Le fond des choses est de savoir si nous voulons rester dans ce

système d'un Etat tout-puissant, organisant la société autour de l'assistanat. Singapour, la Nouvelle-Zélande, le Canada et la Suisse sont des pays qui parient sur la capacité de leurs concitoyens à se prendre en main, qui permettent de récompenser ceux qui excellent et qui cherchent à être compétitifs. Ce sont aussi des pays où chacun pense que l'ouverture au monde est le levier de croissance et de prospérité.

Les champions, quelle que soit la discipline, sont des gens qui ont accepté les challenges de la compétition mondiale. La France n'en manque pas, sportifs, artistes, écrivains ou entrepreneurs. Le monde permet de s'épanouir, les spécificités locales, quand l'excellence est là, sont porteuses de croissance. Arrêtons de gâcher nos talents, et construisons notre société autour des idées qui ont fait leurs preuves dans le monde. ■